

Yves JEGO

*Seine-et-Marne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
puis secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Nommé secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer, auprès de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales. Décret du 18 mars 2008 [J.O. du 19 mars 2008]

Cessation de son mandat de député le 18 avril 2008 [J.O. du 20 avril 2008]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux [J.O. du 4 octobre 2007]

Membre titulaire du conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale [J.O. du 12 octobre 2007]

Cesse d'être membre du conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux [J.O. du 20 juin 2008]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 71 relatif aux libertés et responsabilités des universités

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2201, 2243)

Son intervention (p. 2230)

Thèmes :

Enseignement supérieur : universités : autonomie (p. 2230)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 2230)

Discussion des articles [23 juillet 2007] (p. 2263) ; [24 juillet 2007] (p. 2272, 2316) ; [25 juillet 2007] (p. 2348)

Article 5 (élection, mandat et compétences du président)

Son amendement n° 131 (p. 2294)

Article 6 (composition et compétences du conseil d'administration)

Son amendement n° 129 (p. 2303)

Après l'article 10

Son amendement n° 266 (cas de difficulté grave dans le fonctionnement des organes statutaires de l'université) (p. 2325) : adopté (p. 2327)

Article 11 (création et statuts des composantes de l'université)

Son amendement n° 130 (p. 2330)

Article 21 (procédure de sélection des enseignants-chercheurs)

Ses amendements n°s 132 et 133 (p. 2370 et s.)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 5

Son amendement n° 72 (création d'une carte de résident permanent délivrée aux titulaires d'une carte de résident depuis plus de dix ans) : retiré (p. 2299)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)

Son intervention (p. 2621)

Thèmes :

Lois : inflation (p. 2621)

Lois : abrogation (p. 2621)

Lois : application : études (p. 2621)

Parlement : contrôle parlementaire : lois (p. 2621)

Explications de vote et vote [9 octobre 2007]

Ses explications de vote (p. 2635)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement
Populaire (p. 2635)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIERE LECTURE

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSTIONS SPECIALES**

VILLE ET LOGEMENT

**Annexes au compte rendu intégral [16 novembre
2007] (p. 41) :**

- *Réunion de la commission des finances du
13 novembre 2007*

Rapporteur spécial de la commission des finances,
de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 41)

Supplée M. François Scellier, rapporteur spécial de
la commission des finances, de l'économie générale
et du Plan

Son intervention (p. 43)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville :
contrôle (p. 41)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés :
allègement des charges sociales (p. 41)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines
(p. 41)

Emploi : contrats aidés (p. 42)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des
investissements immobiliers locatifs neufs (p. 43)

Logement : droit au logement (p. 43)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des
logements à usage locatif et d'occupation sociale
(PALULOS) (p. 43)

Politique sociale : agence nationale pour la cohésion
sociale et l'égalité des chances (ACSE) (p. 41)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine
(ANRU) (p. 43)

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires
(p. 41)